

RE 2020, rénovation énergétique, les acteurs sont-ils prêts ?

G.N., le 01/02/2019 à 14:34 <https://www.batiactu.com/edito/>

ENERJ-MEETING 2019. Les acteurs de la construction sont-ils prêts pour l'arrivée d'une future réglementation environnementale des bâtiments dont on devine les contours sans réellement les connaître ? Empreinte carbone, qualité de l'air intérieur, production d'énergie décentralisée, intégration de la mobilité électrique... Tour d'horizon de leurs attentes et de leurs craintes.

En ce début de 2019, le monde de la construction entre dans la dernière ligne droite pour préparer la future réglementation environnementale des bâtiments, qui devrait être finalisée et publiée en 2020. A l'occasion de la 3e édition d'EnerJ-meeting, une enquête a été menée auprès des professionnels afin de connaître leur sentiment sur ce futur texte crucial pour leur activité.

Conscients de la prochaine évolution des textes réglementaires, les professionnels affirment connaître, dans les grandes lignes, les préceptes du fameux label "Energie + Carbone -" qui devrait préfigurer la nouvelle RE 2020. Sept personnes sur dix déclarent les connaître contre trois sur dix qui les ignorent encore. On constate donc un progrès du savoir (+6 %) puisqu'en 2018, à la même question, la connaissance des items de E+C- s'établissait à 64 %. Interrogés ensuite sur les axes qui devraient, selon eux, être privilégiés dans cette réglementation environnementale, les sondés se montrent assez conservateurs, puisque la caractéristique primordiale qu'ils mettent en avant demeure l'efficacité énergétique (83 %). L'enjeu de l'empreinte carbone, qui constitue pourtant la principale nouveauté par rapport à l'actuelle RT 2012, n'arrive qu'au deuxième rang des préoccupations, assez loin derrière en termes de fréquence (53 %).

La question de la qualité de l'air intérieur, qui se pose avec plus d'acuité au fur et à mesure que les bâtiments sont plus étanches, talonne d'ailleurs le carbone, avec 49 % de répondants. La production décentralisée d'énergies renouvelables (EnR), de façon à rendre le bilan énergétique des constructions positif, intéresse 35 % des répondants. La problématique acoustique, quant à elle, est mise en avant par 22 % des professionnels interrogés. En queue de classement apparaissent des caractéristiques portant sur la mobilité et les transports (18 %) ou l'intégration à une échelle plus large que le seul bâtiment, qu'il s'agisse d'îlot, de quartier ou de ville entière (15%).

EnerJ-meeting, LE rendez-vous du Bâtiment en ce début d'année

La thématique d'EnerJ-meeting 2019, qui se tiendra le 7 février 2019 au palais Brongniart (Paris), sera celle du bâtiment 2020, pour le neuf et la rénovation : savoir où en est la réglementation et quelles seront les dispositions, les tendances. L'horizon se rapproche et les prescripteurs y travaillent ! Les ministres François de Rugy (Transition écologique et solidaire) et Julien Denormandie (Ville et Logement) seront présents.

Pour découvrir le programme <https://www.enerj-meeting.com/conference>

Le spectre du renchérissement de la construction

RE 2020 ET LABEL ÉNERGIE-CARBONE E+C-

DES PROFESSIONNELS MIEUX INFORMÉS...



Connaissent les grandes lignes du label E+C-



Ne connaissent pas

... ET QUI PRENNENT DE PLUS EN PLUS CONSCIENCE DES ENJEUX

LES AXES DE DÉVELOPPEMENT SOUHAITÉS



LES DIFFICULTÉS REDOUTÉES



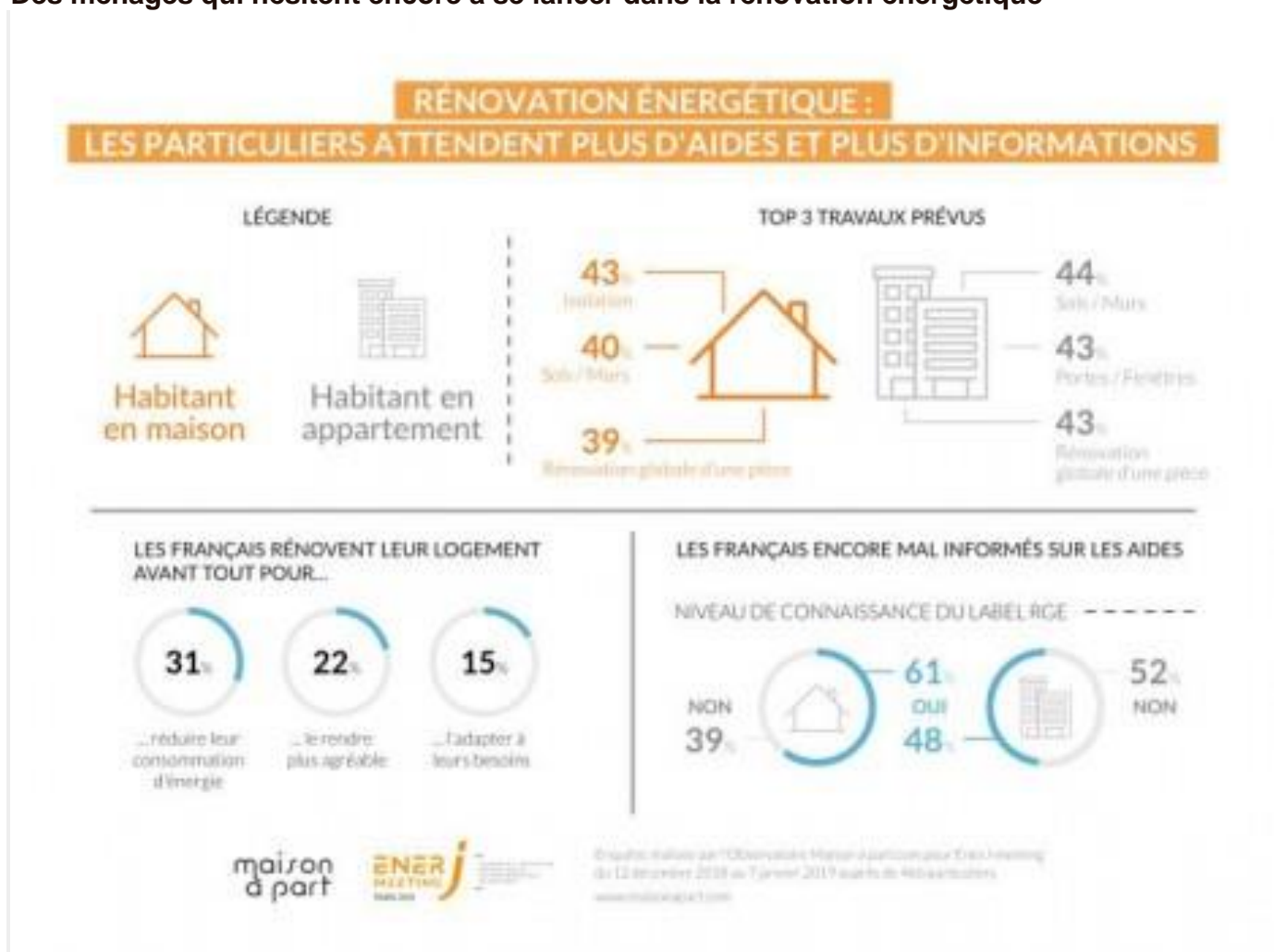
Enquête réalisée par Batiactu pour EnerJ-meeting du 11 au 21 janvier 2019 auprès de 131 professionnels du bâtiment
© EnerJmeeting 2019

De la même façon que la RT 2012 avait, en son temps, été accusée de renchérir la construction, même si un récent rapport démontre que cette hausse des prix avait été surévaluée, les acteurs du bâtiment s'inquiètent à nouveau de surcoûts (65 %). Ils sont nombreux à redouter un "*manque de contrôle des pouvoirs publics*" (51 %), peut-être échaudés par la difficulté que le monde du secteur individuel diffus a rencontrée pour appliquer la RT 2012. Les professionnels craignent enfin que des difficultés ne surviennent, en phase conception (40 %) ou en phase réalisation sur les chantiers (32 %). Seul 1 acteur sur 10 se montre optimiste, ne prévoyant aucune difficulté supplémentaire lors de l'entrée en vigueur de la RE 2020...

Sur la rénovation énergétique, le monde de la construction se montre à la fois conscient des enjeux et ambitieux. Pour leurs opérations, s'ils sont 49 % à n'appliquer strictement que la RT 2012 (49 %), ils sont tout de même nombreux à faire plus en visant au-delà de ce niveau basique (41 %). Le label BBC Effinergie Rénovation intéresse beaucoup de professionnels (38 %), d'autant que les autres marques de qualité des réhabilitations (HPE Rénovation, Certification NF et HQE, PassivHaus allemande et Minergie suisse) oscillent entre 18 % et 10 % de taux de réponse. Mais comment faire pour massifier la rénovation ? Les sondés estiment qu'il faudra très largement

mettre en avant l'efficacité énergétique (87 %), loin devant la qualité de l'air intérieur (49 %). La rénovation bas carbone, encore difficile à appréhender bien que la conservation du bâti qui renferme une grande quantité de CO2 aille dans le bon sens, n'arrive qu'en troisième position (44 %) devant la production d'énergie localement (35 %). L'acoustique clôt ce classement (29 %). Quant aux mécanismes de soutien de la demande, ils sont très nombreux à recommander une stabilité dans les dispositifs d'aide (72 %). Un certain nombre estiment qu'un accroissement des aides de l'Etat est encore nécessaire (47 %) tandis que d'autres souhaitent "*plus d'implication des pouvoirs publics*" (40 %). Enfin, près d'un tiers des répondants (32 %) veulent plus de réglementation et de contrôles type audit obligatoire.

Des ménages qui hésitent encore à se lancer dans la rénovation énergétique



Enquête réalisée par l'Observatoire Maison à part.com pour EnerJ-meeting 2019, auprès de 466 particuliers, du 12 décembre 2018 au 7 janvier 2019 © EnerJmeeting 2019

De leur côté, les particuliers attendent bien plus d'aides mais également plus d'informations. Ils se disent encore assez mal tenus au courant des dispositifs qu'ils peuvent solliciter. Le label Reconnu garant de l'environnement (RGE), que chaque professionnel doit porter pour que le ménage puisse bénéficier des aides publiques, est encore mal connu des personnes habitant en appartement (52 % ne le connaissent pas).

Ceux qui habitent en maison individuelle (groupée ou diffuse) se montrent davantage informés (61 % connaissent RGE). Sur l'usage du Diagnostic de performance énergétique (DPE), l'écart est similaire entre habitants des villes et habitants des champs. Le dispositif est plutôt moins connu des urbains (71 % répondent par la négative) que des ruraux (66 %) en préparation de projet. La notoriété des diverses aides est, elle aussi, variable : la **TVA à taux réduit** est la plus connue (72%), devant l'**éco-PTZ** (66 %) et le **Crédit d'impôt Transition énergétique** (60 %). Les aides de l'Anah (50 %), les Certificats d'économies d'énergie (41 %) et le chèque énergie (40 %), n'arrivent qu'ensuite. Les ménages listent ensuite les mesures qui les motiveraient à entreprendre des travaux de rénovation énergétique : c'est le **Crédit d'impôt** qui arrive en tête (46 %) devant une prime qui serait versée "*avant le début des travaux*" (41 %).

Selon les particuliers, l'auto-rénovation devrait également être soutenue financièrement (39 %). Interrogés sur les raisons d'une non prévision de travaux, ils répondent, dans la moitié des cas, que des interventions ont déjà été faites récemment ou, dans 20 à 30 % des cas, que leur logement est "*neuf*". L'argument du coût trop élevé des travaux n'est avancé que par 15 % des propriétaires de maisons, tandis que du côté des locataires, ils ne sont que 11 % à estimer que la décision dépend de leur bailleur.

Quant aux travaux privilégiés par les particuliers, ils sont équitablement répartis entre l'**isolation de l'enveloppe** (43 % la toiture, entre 40 et 44 % pour les sols et murs), le **remplacement des menuiseries** (43 %) et la "***rénovation globale d'une pièce***" (entre 39 et 43 %). Car les Français recherchent, avant tout, des **réductions de consommation d'énergie** (31 %) mais également un **confort accru** (22 %) ou une **adaptation du logement** à leurs besoins comme une naissance, une recomposition familiale ou le vieillissement des occupants (15 %).